

## **Discours d'André Roeltgen, président de l'OGBL, à l'occasion de la Fête du Travail et des Cultures à neimënster, le 9 mai 2019**

Le deuil national a eu pour effet de produire un concours de circonstances à caractère symbolique.

Notre fête du travail et des cultures a lieu cette année en même temps que la Journée de l'Europe. C'est une constellation très intéressante.

La lutte – désormais centenaire – du mouvement syndical et ouvrier contre l'exploitation du travail et pour une société démocratique et pacifique, est fêtée traditionnellement le 1<sup>er</sup> mai.

La construction européenne est, elle, célébrée le jour de l'Europe. Ce jour férié renvoie à la déclaration du 9 mai 1950, qui est considérée généralement comme ayant été le coup d'envoi de la construction européenne.

Si – comme je viens de le faire – je mets en perspective la fête du travail et la journée de l'Europe, ce n'est pas juste pour jouer vainement avec les pensées. Et vous allez tout de suite comprendre pourquoi.

L'article 2 du traité de l'Union européenne énonce les valeurs fondamentales sur lesquelles repose l'Union.

Respect de la dignité humaine, démocratie, égalité, état de droit, respect des droits humains y compris des droits des minorités. Et je continue de citer : « Ces valeurs sont communes aux Etats membres dans une société caractérisée par le pluralisme, la non-discrimination, la tolérance, la justice, la solidarité et l'égalité entre les femmes et les hommes. »

Et dans l'article 3, il est dit que l'UE œuvre pour une économie sociale de marché compétitive qui tend au plein emploi et au progrès social, ainsi qu'à un niveau élevé de protection de l'environnement. Et puis aussi: que l'UE combat l'exclusion sociale et promeut la justice et la protection sociales.

Tout cela, je le lis aussi dans les statuts et dans les programmes de l'OGBL.

Et pourtant, une flagrante contradiction ne manque pas d'apparaître à l'instant dans nos esprits.

25% de la population dans l'UE est concernée par le risque de pauvreté. Un chômage et une précarité élevés touchent jeunes et vieux. L'Etat-social a été attaqué et fragilisé dans la plupart des pays de l'UE. Cela va des services publics aux assurances sociales publiques et solidaires.

Et quand OXFAM constate que sur la planète, 26 milliardaires possèdent autant que 50% de la population mondiale – celle qui est la plus pauvre évidemment – beaucoup d'entre nous pensent spontanément à d'autres continents qu'à Europe. Eh bien, c'est faux. En Allemagne, les 45 personnes les plus riches, ils représentent 0,000001% des Allemands, possèdent autant que les 50% les plus pauvres, c'est-à-dire: environ 40 millions de personnes. Pour le Luxembourg, un pays où le mot de transparence est beaucoup utilisé ces derniers temps, les chiffres ne sont pas connus – comme toujours lorsqu'il est question de la fortune et des revenus des plus riches. Ça aussi, ça veut dire quelque chose.

Et en ce qui concerne l'Etat de droit, dans de plus en plus de pays en Europe, la justice et la liberté de la presse sont attaquées. L'Etat de droit est aussi attaqué quand dans les relations commerciales internationales, nos juridictions publiques sont remplacées par des tribunaux arbitraux privés dans le seul intérêt des multinationales. C'est l'Etat de droit et le principe démocratique qui sont violés et pour ainsi dire: privatisés.

Et quand on parle de droits humains, de tolérance, de solidarité et de non-discrimination, alors il faut aussi parler aujourd'hui des violations massives en Europe de la Convention de Genève sur les réfugiés.

Alors, que devrions-nous fêter aujourd'hui exactement à l'occasion de la Journée de l'Europe ? Ou bien devrions-nous, non, devons-nous poser la question différemment?

La Journée de l'Europe ne doit-elle pas être le jour où nous nous posons la question suivante: comment et pourquoi la construction européenne, là où elle en est aujourd'hui, a autant dévié de la bonne voie ? Pourquoi l'Europe est-elle si éloignée de ce qu'elle devrait être ?

Les alternatives politiques ne manquent pas.

La destruction, la démolition de la construction européenne ne sont, elles, pas une alternative. Au contraire. Le retour au nationalisme est une idée réactionnaire et ce serait la plus grande catastrophe pour les femmes et les hommes qui vivent en Europe. Le nationalisme ne serait pas seulement synonyme d'un recul social supplémentaire, mais il signifierait en même temps: une remise en question de la démocratie et de la paix. En 1956, l'idée et le lancement de la construction européenne ont été la conséquence et la bonne leçon tirée de la barbarie et de la machine mortifère nationalistes de la 2<sup>e</sup> Guerre mondiale. Plus jamais de guerre en Europe – ce qui valait à l'époque, vaut encore aujourd'hui. Plus que jamais.

Il n'y a pas eu un 1<sup>er</sup> mai où nous n'avons pas revendiqué l'Europe sociale. Et nous le faisons également aujourd'hui, le 9 mai, le jour de l'Europe.

Le progrès social en Europe est la seule voie pour transposer concrètement les valeurs fondamentales et les objectifs contenus dans le traité de l'Union européenne. Et le progrès social n'est réalisable que par la voie de l'Europe. Ils sont indissociablement liés l'un à l'autre.

Le progrès social a une chance de devenir une réalité, seulement si les femmes et les hommes en Europe se donnent une autre politique. La politique néolibérale qui domine en Europe depuis plusieurs décennies a échoué. Elle est responsable du désastre que nous avons aujourd'hui.

Elle doit être stoppée si nous voulons sauver l'Europe. Si nous voulons que l'Europe ait à nouveau cette force de rayonnement qui rend les gens optimistes quand ils pensent à leur avenir et à celui de leurs enfants. Si nous voulons que la transition vers une société à faibles émissions de carbone, voire une société décarbonisée, réussisse.

C'est notre message aujourd'hui. Un message que nous adressons aussi en vue des importantes élections du Parlement européen qui auront lieu le 26 mai.

Notre fête du travail et des cultures est une belle démonstration d'une «Europe qui se vit».

Aujourd'hui encore une fois, nous allons vivre et faire l'expérience où des cultures et des nationalités différentes, des professions et des couches sociales différentes, des générations différentes et des visions différentes du monde, se retrouvent et vivent ensemble.

Et avant que je n'ouvre officiellement notre fête, je veux souligner comme chaque année, une nouvelle fois, l'excellente et chouette collaboration avec le Centre culturel de neimënster, avec Ainhoa et toute son équipe. Et leurs dire un très grand Merci.

Et je dis aussi Merci à nos autres partenaires, l'ASTI et l'ASTM, et aussi à toutes les autres organisations et aux personnes individuelles qui contribuent, aujourd'hui comme hier, au large succès de notre fête.

Et maintenant, ouvrons notre fête. Vive le 1<sup>er</sup> mai. Et Vive l'Europe du progrès social, des droits de l'Homme, de la démocratie et de la paix.

---